

mensuel susceptible d'être payé pour la forme de soins concernée. Pour le quatrième trimestre, les dépenses sont estimées sur la base du nombre de dossiers en cours au 1^{er} septembre 2003. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 3. La Ministre flamande qui a l'Assistance aux Personnes dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 décembre 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
B. SOMERS

La Ministre flamande de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Égalité des Chances,
A. BYTTEBIER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 211

[S - C - 2003/29019]

17 DECEMBRE 2003. — Décret organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement (1)

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent chapitre s'applique à l'enseignement subventionné organisé par la Commission communautaire française, les provinces, les communes, les associations de communes et toute personne de droit public, appelé ci-après enseignement officiel subventionné.

Il s'applique également aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné non confessionnel qui adhèrent aux principes du présent décret conformément à l'article 8.

Il cesse de s'appliquer aux pouvoirs organisateurs d'enseignement visés aux alinéas précédents qui adhèrent aux principes du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté française conformément à l'article 7 de ce décret.

Art. 2. Dans l'enseignement officiel subventionné, les faits sont exposés et commentés, que ce soit oralement ou par écrit, avec la plus grande objectivité possible, la diversité des idées est acceptée, l'esprit de tolérance est développé et chacun est préparé à son rôle de citoyen responsable dans une société pluraliste.

Art. 3. L'école officielle subventionnée éduque les élèves qui lui sont confiés au respect des libertés et des droits fondamentaux tels que définis par la Constitution, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les conventions internationales relatives aux droits de l'homme et de l'enfant qui s'imposent aux pouvoirs publics.

Elle ne privilégie aucune doctrine relative à ces valeurs. Elle ne s'interdit l'étude d'aucun champ du savoir. Elle respecte la liberté de conscience des élèves.

Art. 4. L'école officielle subventionnée garantit à l'élève ou à l'étudiant le droit d'exercer son esprit critique et, eu égard à son degré de maturité, le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question d'intérêt scolaire ou relative aux droits de l'homme.

Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées par tout moyen du choix de l'élève et de l'étudiant à condition que soient sauvegardés les droits de l'homme, la réputation d'autrui, la sécurité nationale, l'ordre public, la santé et la moralité publiques. Le règlement d'ordre intérieur de chaque établissement peut prévoir les modalités selon lesquelles les droits et libertés précités sont exercés.

La liberté de manifester sa religion ou ses convictions et d'en débattre, ainsi que la liberté d'association et de réunion sont soumises aux mêmes conditions.

Aucune vérité n'est imposée aux élèves, ceux-ci étant encouragés à rechercher et à construire librement la leur.

Art. 5. Afin notamment de garantir le choix entre l'enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle, le personnel de l'enseignement officiel subventionné

1° adopte une attitude réservée, objective et constamment alertée contre le risque d'induire chez les élèves ou étudiants des préjugés qui compromettent ce choix;

2° traite les questions qui touchent la vie intérieure, les croyances, les convictions politiques ou philosophiques et les options religieuses de l'homme, en des termes qui ne peuvent froisser les opinions et les sentiments d'aucun des élèves;

3° s'abstient, devant les élèves, de toute attitude et de tout propos partisan dans les problèmes idéologiques, moraux ou sociaux, qui sont d'actualité et divisent l'opinion publique. Il amène les élèves à considérer les différents points de vue dans le respect des convictions d'autrui. De même, il refuse de témoigner en faveur d'un système philosophique ou politique quel qu'il soit. Il veille toutefois à dénoncer les atteintes aux principes démocratiques, les atteintes aux droits de l'homme et les actes ou propos racistes, xénophobes ou révisionnistes. Il veille, de surcroît, à ce que, sous son autorité, ne se développent ni le prosélytisme religieux ou philosophique, ni le militantisme politique organisé par ou pour les élèves.

Art. 6. Les titulaires des cours de religions reconnues et de morale non confessionnelle s'abstiennent de dénigrer les positions exprimées dans les cours parallèles.

Les cours visés à l'alinéa précédent, là où ils sont légalement organisés, le sont sur un pied d'égalité. Ils sont offerts au libre choix des parents ou des étudiants. Leur fréquentation est obligatoire.

Art. 7. § 1^{er}. Une formation répondant aux exigences des articles 2 à 6 est organisée à raison de 20 heures par :

1° les hautes écoles subventionnées par la Communauté française dans les sections de l'enseignement supérieur de la catégorie pédagogique;

2° les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale subventionnés par la Communauté française dans le cadre des études menant au certificat d'aptitude pédagogique et d'éducateur spécialisé;

3° les institutions universitaires et les hautes écoles subventionnées par la Communauté française dans le cadre de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 2. La formation porte, notamment, sur le présent décret, le décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté française et sur les grands textes fondateurs de la démocratie et de la citoyenneté moderne.

Art. 8. Tout pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné non confessionnel peut adhérer aux principes du présent décret. Toutes les dispositions lui sont dès lors, mutatis mutandis, applicables.

Le Gouvernement fixe le modèle de l'adhésion et détermine les modalités selon lesquelles cette adhésion lui est communiquée.

Art. 9. Chaque pouvoir organisateur inscrit une référence explicite au présent décret dans son projet éducatif tel que visé au chapitre VII du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et reproduit au moins les principes et garanties énoncés aux articles 2 à 6.

Pour l'enseignement supérieur, la référence explicite est inscrite dans le projet pédagogique, social et culturel tel que visé à l'article 6 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles.

Dans le cadre de ses missions d'enseignement, le pouvoir organisateur veille à ne pas manifester de préférence, de quelque manière que ce soit, pour une conviction politique, philosophique, idéologique ou religieuse particulière.

Chaque année scolaire, dans le courant du premier trimestre, dans les établissements d'enseignement fondamental et secondaire organisés par un pouvoir organisateur auquel s'applique le présent décret, les grandes orientations dudit décret et ses implications sur le projet d'établissement sont présentées aux membres du personnel.

Art. 10. Tout membre du personnel est tenu au respect du principe de neutralité organisée par le présent décret, par le fait même de sa désignation ou de son engagement par un pouvoir organisateur tenu au respect du présent décret.

A cette fin, les projets éducatif et pédagogique visés au chapitre VII du décret du 24 juillet 1997 précité sont transmis au membre du personnel pour signature, précédée de la mention « Lu et approuvé ».

Art. 11. Le contrôle du respect au sein des établissements scolaires qui y sont tenus, des principes du présent décret, est assuré par l'inspection.

Tous les deux ans, le Gouvernement présente au Conseil de la Communauté française un rapport sur l'application du présent décret. Le premier rapport est présenté au plus tard le 30 juin 2006.

Tout manquement constaté par un membre de l'inspection aux principes visés à l'alinéa premier fait l'objet d'un rapport adressé immédiatement par la voie hiérarchique à l'inspecteur coordonnateur ou général concerné. Celui-ci le transmet, accompagné de son avis sur les suites à y donner, à l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 12. Dans l'article 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement, l'alinéa 4 est modifié comme suit :

1° les mots « Parmi les écoles citées ci-dessus sont réputées » sont remplacés par « Parmi les écoles citées ci-dessus »;

2° le point a) est remplacé par la disposition suivante :

« a) sont neutres celles qui respectent le décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté et réputées neutres celles qui respectent le décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matières d'enseignement. »

3° au point b), le mot « sont » est ajouté avant le mot « pluralistes ».

Art. 13. Dans l'article 4, alinéa 2, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au point 1°, les mots « une école dont au moins les trois quarts du personnel sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement non confessionnel » sont remplacés par « soit une école qui est organisée par la Communauté française soit une école de l'enseignement officiel subventionné, soit une école libre subventionnée de caractère non confessionnel »;

2° Au point 2°, les mots « dont au moins les trois quarts du personnel sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement confessionnel » sont remplacés par « dont l'enseignement est basé sur une des religions reprises à l'article 8 et donné avec l'accord de l'autorité compétente du culte concerné ».

Art. 14. Dans l'article 24 de la même loi, il est inséré le paragraphe suivant :

« § 2^{quater}. Si un pouvoir organisateur qui adhère au décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de la Communauté française ne respecte pas les principes dudit décret, la procédure prévue au § 2^{ter} peut également être entamée.

Si un pouvoir organisateur auquel s'applique le décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement ne respecte pas les principes dudit décret, la procédure prévue au § 2^{ter} peut également être entamée. »

Art. 15. Dans l'article 2, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les mots « peut être confessionnel ou non confessionnel » sont remplacés par « est réputé neutre ».

Art. 16. Dans l'article 13 de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

«Préalablement à toute fusion, l'inspection est chargée de vérifier le respect, par les écoles concernées, des dispositions légales et réglementaires en vigueur.»

Art. 17. L'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 439 du 11 août 1986 portant rationalisation et programmation de l'enseignement spécial, est complété par l'alinéa suivant :

«Préalablement à toute fusion, l'inspection est chargée de vérifier le respect, par les écoles concernées, des dispositions légales et réglementaires en vigueur.»

Art. 18. A l'article 5^{ter} du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, le § 6 est remplacé comme suit :

« § 6. Les propositions de fusion sont d'abord soumises à l'inspection, chargée de vérifier le respect, par les établissements concernés, des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Elles sont ensuite soumises, pour avis, aux conseils de zone et, pour approbation, au comité de concertation du caractère d'enseignement concerné, créés en application de l'article 24. »

Art. 19. Un article 6, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté :

« Art. 6. § 1^{er}. Une formation à la neutralité est organisée à raison de 20 heures par :

1° les hautes écoles organisées par la Communauté française dans les sections de l'enseignement supérieur de la catégorie pédagogique;

2° les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale organisés par la Communauté française dans le cadre des études menant au certificat d'aptitude pédagogique et d'éducateur spécialisé,

3° les institutions universitaires et les hautes écoles organisées par la Communauté française dans le cadre de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur.

§ 2. La formation porte, notamment, sur le décret du 17 décembre 2003, le décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté française et sur les grands textes fondateurs de la démocratie et de la citoyenneté moderne. »

Art. 20. Un article 7, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 31 mars 1994 précité :

«Art. 7. Tout pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné ou libre subventionné non confessionnel peut adhérer aux principes du présent décret. Toutes les dispositions lui sont dès lors, mutatis mutandis, applicables.

Le Gouvernement fixe le modèle de l'adhésion et détermine les modalités selon lesquelles cette adhésion lui est communiquée.

Tout pouvoir organisateur qui a adopté les principes du présent décret avant le 30 juin 2004 est réputé y adhérer s'il communique sa décision

d'adoption au Gouvernement selon les modalités que celui-ci détermine. »

Art. 21. Un article 8, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 31 mars 1994 précité :

« Art. 8. La Communauté française, en sa qualité de pouvoir organisateur, ainsi que les pouvoirs organisateurs visés à l'article 7 qui adhèrent aux principes du présent décret, inscrivent une référence explicite au présent décret dans leur projet éducatif tel que visé au chapitre VII du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et reproduisent au moins les principes et garanties énoncés aux articles 1 à 5.

Pour l'enseignement supérieur, la référence explicite est inscrite dans le projet pédagogique, social et culturel tel que visé à l'article 6 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles.

Chaque année scolaire, dans le courant du premier trimestre, dans les établissements d'enseignement fondamental et secondaire organisés par un pouvoir organisateur auquel s'applique le présent décret, les grandes orientations dudit décret et ses implications sur le projet d'établissement sont présentées aux membres du personnel. »

Art. 22. Un article 9, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 31 mars 1994 précité :

« Art. 9. Tout membre du personnel est tenu au respect du principe de neutralité définie par le présent décret, par le fait même de sa désignation ou de son engagement par un pouvoir organisateur tenu au respect du présent décret. A cette fin, les projets éducatif et pédagogique visés au chapitre VII du décret du 24 juillet 1997 précité sont transmis au membre du personnel pour signature, précédée de la mention « Lu et approuvé ». »

Art. 23. Un article 10, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 31 mars 1994 précité :

« Art. 10. Le contrôle du respect au sein des établissements scolaires qui y sont tenus, des principes du présent décret, est assuré par l'inspection.

Tous les deux ans, le Gouvernement présente au Conseil de la Communauté française un rapport sur l'application du présent décret. Le premier rapport est présenté au plus tard le 30 juin 2006.

Tout manquement constaté par un membre de l'inspection aux principes visés à l'alinéa premier fait l'objet d'un rapport adressé immédiatement par la voie hiérarchique à l'inspecteur coordonnateur ou général concerné. Celui-ci le transmet, accompagné de son avis sur les suites à y donner, à l'administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 24. La signature des projets éducatif et pédagogique n'est pas requise des membres du personnel nommés ou désignés à titre temporaire prioritaire à la date du 1^{er} septembre 2004.

Elle n'est pas non plus requise des membres du personnel engagés à titre définitif ou à titre temporaire prioritaire par un pouvoir organisateur de l'enseignement libre non confessionnel antérieurement à la date d'adhésion de ce pouvoir organisateur.

Art. 25. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 17 décembre 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
Mme C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil
et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE.

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil - Project de décret, n° 456 - 1. Amendements de commission, n° 456 - 2. Rapport n° 456-3. —
3. Amendements séance, nr. 456-4.

Compte rendu intégral - Discussion et adoption. - Séance du 9 décembre 2003.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 211

[C - 2003/29019]

**17 DECEMBER 2003. — Decreet houdende organisatie van de neutraliteit
eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op het gesubsidieerd onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschapscommissie, de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en elke publiekrechtelijke persoon, hierna "het gesubsidieerd officieel onderwijs" genoemd

Het is eveneens van toepassing op de inrichtende machten van het niet confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs die de beginselen van dit decreet in acht nemen overeenkomstig artikel 8.

Het houdt op van toepassing te zijn op de inrichtende machten van het onderwijs bedoeld bij de vorige leden die de beginselen van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs in acht nemen overeenkomstig artikel 7 van dat decreet.

Art. 2. In het gesubsidieerd officieel onderwijs worden de feiten uiteengezet en uitgelegd, mondeling of schriftelijk, met de grootst mogelijke objectiviteit. Ook wordt de diversiteit aan opinie aanvaard, tolerantie wordt aangemoedigd en iedereen wordt erop voorbereid zijn rol als verantwoordelijke burger te spelen in een pluralistische maatschappij.

Art. 3. De gesubsidieerde officiële school staat in voor de opvoeding van de haar toevertrouwde leerlingen tot het inachtnemen van de basisvrijheden en -rechten zoals bepaald bij de Wetgeving, de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en de internationale verdragen inzake de Rechten van de Mens en het Kind die op de inrichtende machten van toepassing zijn.

Zij mag geen leerstelling in verband met deze waarden bevoorrechten. Zij weigert geen enkel domein van de kennis te bestuderen. Zij eerbiedigt de gewetensvrijheid van de studenten.

Art. 4. De gesubsidieerde officiële school waarborgt de student of de leerling het recht zijn kritische inzicht te beoefenen en, rekening houdend met zijn rijpheid, het recht om in alle vrijheid zijn mening te laten kennen over alle vragen betreffende de school of de rechten van de mens.

Dit recht omvat de vrijheid voor de leerling of de student informatie te zoeken, te bekomen of te verspreiden door elk middel van zijn keuze voor zover de rechten van de mens, de reputatie van de anderen, de landsveiligheid, de openbare orde, de openbare gezondheid en moraliteit in acht genomen worden. Het huishoudelijk reglement van iedere inrichting kan in de nadere regels voorzien voor het uitoefenen van voornoemde rechten en vrijheden.

De vrijheid om zijn godsdienst openbaar te maken of zijn meningen te uiten en erover te discussiëren, alsook de verenigings- en ontmoetingsvrijheid worden aan dezelfde voorwaarden onderworpen.

Er wordt geen waarheid aan de leerlingen opgelegd en ze worden ertoe aangemoedigd om in alle vrijheid hun waarheid te zoeken en op te bouwen.

Art. 5. Om, onder andere, de keuze te waarborgen tussen het onderwijs van een erkende godsdienst en dat van een niet-confessionele zedenleer, moet het personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs :

1° een houding aannemen die terughoudend en objectief is, waarbij dat personeelslid voortdurend waakzaam moet blijven voor woorden of gedragingen die bij leerlingen of studenten vooroordelen zouden kunnen doen ontstaan die deze keuze in het gedrang zouden brengen;

2° de vragen in verband met het innerlijke leven, het geloof, de politieke en filosofische overtuigingen en religieuze opties van de mens, met woorden bespreken die noch de meningen noch de gevoelens van een enkel student mogen kwetsen;

3° zich voor de leerlingen afhouden van woorden of gedragingen die een persoonlijke houding zouden weerspiegelen in ideologische, morele of maatschappelijke zaken die tot het heden zouden behoren en waarover de openbare mening nog onbepaald is. Het personeelslid zorgt ervoor dat de studenten de verschillende standpunten in verband met een toestand leren kennen om ze vertrouwd te maken met de overtuigingen van de andere studenten. Op dezelfde manier, weigert het personeelslid zich gunstig uit te spreken over een specifiek filosofisch of politiek systeem. Nochtans zorgt hij ervoor de inbreuken op democratische beginselen,

de inbreuken op de rechten van de mens en de gedragingen of woorden die door racisme, xenofobie of revisionisme ingegeven zijn, aan het licht te brengen. Bovendien, zorgt het personeelslid ervoor dat, onder zijn overheid, er noch godsdienstig of filosofisch proselitisme noch politieke propaganda ontstaan door het toedoen van studenten of ter bestemming van studenten.

Art. 6. De titularissen van de cursussen erkende godsdiensten en niet confessionele zedenleer onthouden zich ervan de stellingen verkondigd in de andere cursussen te denigreren.

De cursussen bedoeld bij het vorig lid, wanneer ze wettelijk ingericht zijn, worden ingericht op een voet van gelijkheid. Zij worden aangeboden aan de vrije keuze van de ouders of de studenten. Zij moeten bijgewoond worden.

Art. 7. § 1. Er wordt een opleiding ingericht die de vereisten van de artikelen 2 tot 6 in acht neemt naar rata van 20 uur door :

1° de hogescholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap voor de afdelingen van het hoger onderwijs van de pedagogische categorie;

2° de inrichtingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap in het kader van de studies die leiden tot het bekomen van het getuigschrift voor pedagogische bekwaamheid en van gespecialiseerd opvoeder;

3° de universitaire instellingen en de hogescholen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap in het kader van de aggregatie van het hoger secundair onderwijs.

§ 2. De opleiding heeft betrekking, onder andere, op dit decreet, het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs en de grote basisteksten van democratie en van het moderne burgerschap.

Art. 8. Iedere inrichtende macht van het niet confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs is ertoe gemachtigd zijn akkoordbevinding met de beginselen van dit decreet bekend te maken. Alle bepalingen ervan zijn dan ook, mutatis mutandis, op hen van toepassing.

De Regering bepaalt het model van toetreding en de nadere regels die in acht genomen worden om hem deze toetreding bekend te maken.

Art. 9. Iedere inrichtende macht vermeldt een expliciete verwijzing naar dit decreet in haar opvoedkundige project zoals bedoeld bij hoofdstuk VII van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, en de beginselen en de waarborgen opgesomd in de artikelen 2 tot 6.

Voor het hoger onderwijs, wordt de expliciete verwijzing in het pedagogische, maatschappelijke en culturele project zoals bedoeld bij artikel 6 van het decreet van 5 augustus 1995 tot algemene organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen vermeld.

In het kader van zijn onderwijsopdrachten, zorgt de inrichtende macht ervoor dat er geen voorkeur wordt uitgedrukt, hoe dan ook, voor een bijzondere politieke, filosofische, ideologische of religieuze overtuiging.

Om het schooljaar, tijdens het eerste kwartaal, in de inrichtingen voor basis- en secundair onderwijs ingericht door een inrichtende macht waarop dit decreet van toepassing is, worden de grote keuzen van genoemd decreet en zijn gevolgen op het inrichtingsproject aan de personeelsleden voorgesteld.

Art. 10. Alle personeelsleden worden ertoe gehouden het beginsel van de neutraliteit ingericht door dit decreet in acht te nemen, ten gevolge van hun aanwijzing of aanwerving door een inrichtende macht die dit decreet moet naleven.

Daartoe, worden de opvoedkundige en pedagogische projecten bedoeld bij hoofdstuk VII van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 overgezonden aan het personeelslid ter handtekening, met de melding "Gelezen en goedgekeurd" ervoor.

Art. 11. Het toezicht op de naleving binnen de schoolinrichtingen die ertoe gehouden worden van de beginselen van dit decreet wordt door de inspectie uitgeoefend.

Om de twee jaar, stelt de Regering aan de Raad van de Franse Gemeenschap een verslag voor over de toepassing van dit decreet. Uiterst 30 juni 2006 wordt het eerste verslag ingediend.

Iedere door een personeelslid vastgestelde afbreuk aan de beginsels bedoeld bij lid 1 geeft aanleiding tot een verslag dat rechtstreeks langs de hiërarchische weg aan de inspecteur belast met de coördinatie of aan de betrokken inspecteur-generaal toegezonden wordt. Dat verslag wordt door hem aan de algemene bestuurder van het onderwijs en wetenschappelijk onderzoek toegestuurd, vergezeld van zijn advies over de noodzakelijke gevolgen.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 12. In artikel 2 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt lid 4 als volgt gewijzigd :

1° de woorden "Onder de hierbovenvermelde scholen worden geacht" vervangen door de woorden "Onder de hierboven vermelde scholen";

2° punt a) wordt vervangen door de volgende bepaling :

« a) worden neutraal de scholen die het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs in acht nemen en worden neutraal geacht de scholen die het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs in acht nemen. » ;

3° bij punt b), worden de woorden "pluralistisch te zijn" vervangen door de woorden "worden pluralistisch".

Art. 13. Aan artikel 4, lid 2, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij punt 1°, worden de woorden "geen school vinden, waarvan ten minste drie vierden van het personeel houder is van een diploma van het niet-confessioneel onderwijs" vervangen door de woorden "noch een school ingericht door de Franse Gemeenschap vinden, noch een school van het gesubsidieerd officieel onderwijs, noch een niet-confessionele gesubsidieerde vrije school";

2° bij punt 2°, worden de woorden "waarvan ten minste drie vierden van het personeel houder is van een diploma van het confessioneel onderwijs" vervangen door de woorden "waarvan het onderwijs steunt op een van de godsdiensten opgenomen in artikel 8 en verstrekt met de instemming van de bevoegde overheid van de betrokken godsdienst".

Art. 14. In artikel 24 van dezelfde wet wordt de volgende paragraaf ingevoegd :

« § 2^{quater}. Wanneer een inrichtende macht toetreedt tot het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs de beginselen van genoemd decreet niet in acht neemt, kan de procedure bedoeld bij § 2^{ter} ook aangevat worden.

Wanneer een inrichtende macht waarop het decreet houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs van toepassing is de beginselen van genoemd decreet niet in acht neemt, kan de procedure bedoeld bij § 2^{ter} ook aangevat worden.

Art. 15. In artikel 2, § 3, lid 2, van het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de woorden "kan ofwel confessioneel ofwel niet-confessioneel zijn" vervangen door de woorden "wordt neutraal geacht".

Art. 16. In artikel 13 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs, wordt volgend lid ingevoegd tussen lid 1 en lid 2 :

« Voor iedere samenvoeging wordt de inspectie ermee belast met het toezicht op het naleven door de betrokken scholen van de wettelijke en reglementsbepalingen die van kracht zijn".

Art. 17. Artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit nr. 439 van 11 augustus 1986 houdende rationalisatie en programmatie van het buitengewoon onderwijs, wordt aangevuld met het volgend lid :

« Voor iedere samenvoeging wordt de inspectie ermee belast met het toezicht op het naleven door de betrokken scholen van de wettelijke en reglementsbepalingen die van kracht zijn".

Art. 18. In artikel 5^{ter} van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt § 6 vervangen als volgt :

« § 6. De voorstellen tot samenvoeging worden eerst voorgelegd aan de inspectie belast met het toezicht op de naleving van de van kracht zijnde wettelijke en reglementsbepalingen door de betrokken inrichtingen. Daarna worden ze ter advies voorgelegd aan de zoneraden en, ter goedkeuring, aan het overlegcomité van de betrokken aard van onderwijs, opgericht met toepassing van artikel 24. »

Er wordt een artikel 6, luidend als volgt, ingevoegd in het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs :

« Art. 6. § 1. Er wordt een opleiding tot de neutraliteit ingericht naar rata van 20 uur door :

1° de hogescholen ingericht door de Franse Gemeenschap voor de afdelingen van het hoger onderwijs van de pedagogische categorie;

2° de inrichtingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap in het kader van de studies die leiden tot het bekomen van het getuigschrift voor pedagogische bekwaamheid en van gespecialiseerd opvoeder;

3° de universitaire instellingen en de hogescholen ingericht door de Franse Gemeenschap in het kader van de aggregatie van het hoger secundair onderwijs.

§ 2. De opleiding heeft betrekking, onder andere, op het decreet van 17 december 2003, het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs en de grote basisteksten van de democratie en van het moderne burgerschap. »

Art. 19. Er wordt een artikel 7, luidend als volgt, ingevoegd in het voornoemde decreet van 31 maart 1994 :

« Art. 7. Iedere inrichtende macht van het gesubsidieerd officieel onderwijs of het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs is ertoe gemachtigd zich aan te sluiten bij de beginselen van dit decreet. Alle bepalingen ervan zijn dan ook, mutatis mutandis, op hem van toepassing.

De Regering bepaalt het model van toetreding en de nadere regels die in acht genomen worden om hem deze toetreding bekend te maken.

Elke inrichtende macht die de beginselen van dit decreet heeft aangenomen voor 30 juni 2004 wordt geacht ze in acht te nemen indien hij zijn beslissing tot aanneming aan de Regering mededeelt volgens de nadere regels die zij bepaalt. »

Art. 20. Er wordt een artikel 8, luidend als volgt, ingevoegd in het voornoemde decreet van 31 maart 1994 :

« Art. 8. De Franse Gemeenschap, in haar hoedanigheid van inrichtende macht, alsook de inrichtende machten bedoeld bij artikel 7 die de beginselen van dit decreet naleven, vermelden een expliciete verwijzing naar dit decreet in hun opvoedkundige project zoals bedoeld bij hoofdstuk VII van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en de beginselen en de waarborgen opgesomd in de artikelen 1 tot 5.

Voor het hoger onderwijs, de expliciete verwijzing wordt vermeld in het pedagogische, maatschappelijke en culturele project zoals bedoeld bij artikel 6 van het decreet van 5 augustus 1995 tot algemene organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen.

Om het schooljaar, tijdens het eerste kwartaal, in de inrichtingen voor basis- en secundair onderwijs ingericht door een inrichtende macht waarop dit decreet van toepassing is, worden de grote keuzen van genoemd decreet en zijn gevolgen voor het inrichtingsproject aan de personeelsleden voorgesteld. »

Art. 21. Er wordt een artikel 9, luidend als volgt, ingevoegd in het voornoemde decreet van 31 maart 1994 :

« Art. 9. Alle personeelsleden worden ertoe gehouden het beginsel van de neutraliteit bedoeld bij dit decreet in acht te nemen, ten gevolge van hun aanwijzing of aanwerving door een inrichtende macht die dit decreet moet naleven.

Te dien einde, worden de opvoedkundige en pedagogische projecten bedoeld bij hoofdstuk VII van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 overgezonden aan het personeelslid ter handtekening, met de melding "Gelezen en goedgekeurd" ervoor ».

Art. 22. Er wordt een artikel 10, luidend als volgt, ingevoegd in het voornoemde decreet van 31 maart 1994 :

« Art. 10. Het toezicht op de naleving, binnen de schoolinrichtingen die ertoe gehouden worden, van de beginselen van dit decreet wordt door de inspectie uitgeoefend.

Om de twee jaar, stelt de Regering aan de Raad van de Franse Gemeenschap een verslag voor over de toepassing van dit decreet. Uiterst 30 juni 2006 wordt het eerste verslag ingediend.

Iedere door een personeelslid vastgestelde afbreuk aan de beginsels bedoeld bij lid 1 geeft aanleiding tot een verslag dat rechtstreeks langs de hiërarchische weg aan de inspecteur belast met de coördinatie of aan de betrokken inspecteur-generaal toegezonden wordt. Dat verslag wordt door hem aan de algemene bestuurder van het onderwijs en wetenschappelijk onderzoek toegestuurd, vergezeld van zijn advies over de noodzakelijke gevolgen. »

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 23. Het handtekenen van de opvoedkundige en pedagogische projecten wordt niet vereist voor de vastbenoemde personeelsleden of de op 1 september 2004 prioritair als tijdelijke aangewezen personeelsleden.

Het wordt ook niet vereist voor het door een inrichtende macht van het niet-confessioneel vrij onderwijs vast benoemd of op 1 september 2004 prioritair als tijdelijke aangewezen personeelslid dat voor de datum van toetreding tot dit decreet door deze inrichtende macht aangeworven werd.

Art. 24. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 december 2003.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
Mevr. C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie
en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. – Ontwerp van decreet, nr. 456-1. Commissieamendementen, nr. 456-2. – Verslag, nr. 456-3. Vergaderingamendementen, nr. 456-4.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 9 december 2003.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 212

[S – C – 2004/29021]

17 DECEMBRE 2003. — Décret portant assentiment à la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée), faite à La Valette le 16 janvier 1992 (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. La Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée), faite à La Valette, le 16 janvier 1992, sortira son plein et entier effet.